



REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Nombre de conseillers en exercice : 33

L'an deux mille vingt quatre, le trente septembre à 18 heures 00 par suite de la convocation de Monsieur le Maire en date du 24 septembre 2024 le Conseil Municipal s'est réuni à la Maison de l'Enfance et de la Famille - Salle La Minot, sous la présidence de Monsieur Jérôme DUBOST, Maire

Présent(e)s : 25

Jérôme DUBOST, Fabienne MALANDAIN, Nicolas SAJOUS, Eric LE FEVRE, Pascale GALAIS, Yannick LE COQ, Sylvain CORNETTE, Véronique BLONDEL, Gilles BELLIERE, Patrick DENISE, Cédric DESCHAMPS-HOULBREQUE, Isabelle NOTHEAUX, Aurélien LECACHEUR, Édith LEROUX, Nicolas BERTIN, Isabelle CREVEL, Thierry GOUMENT, Jean-Pierre LAURENT, Andrée BAR, Aliko PERENDOUKOU, Virginie VANDAELE, Corinne CHOUQUET, Laurent GILLE, Nicole LANGLOIS, Arnaud LECLERRE

Excusé(e)s ayant donné pouvoir : 7

Agnès SIBILLE donne pouvoir à Jérôme DUBOST
Christel BOUBERT donne pouvoir à Fabienne MALANDAIN
Jean-Luc HEBERT donne pouvoir à Nicolas SAJOUS
Catherine OMONT donne pouvoir à Isabelle NOTHEAUX
Philippe QUERNE donne pouvoir à Pascale GALAIS
Virginie LAMBERT donne pouvoir à Nicole LANGLOIS
Agnès MONTRICHARD donne pouvoir à Arnaud LECLERRE

Excusé(e)s / Absent(e)s : 1

Damien GUILLARD

Secrétaire de séance

Aurélien LECACHEUR est désigné Secrétaire de séance

CONSEIL MUNICIPAL du 30 septembre 2024

M_DL240930_146

**MARCHES PUBLICS - CONTRÔLE DE SECURITE DANS LES ETABLISSEMENTS RECEVANT DU PUBLIC -
CONTRÔLE DES MATÉRIELS, EQUIPEMENTS, ENGINS DE TRAVAIL ET AIRES DE JEUX - GROUPEMENT
DE COMMANDES - CONVENTION - SIGNATURE - AUTORISATION
ANNULE ET REMPLACE LA DELIBERATION N° M_DL231211_167 DU 11 DECEMBRE 2023**

M. Eric LE FEVRE, Adjoint au Maire - Lors du conseil municipal du 11 décembre 2023, je vous ai présenté la délibération n°M_DL231211_167 relative à la passation d'un groupement de commandes entre la Ville et le CCAS concernant le lancement d'une consultation pour les contrôles de sécurité dans les établissements recevant du public, des matériels, équipements et engins de travail pour les bâtiments et matériels de la Ville et du CCAS de Montivilliers.

Après réflexion sur le dossier de consultation et pour des raisons techniques, il est nécessaire d'allotir ce marché pour la partie « contrôle des aires de jeux » qui demande une spécificité et un matériel particulier à cette prestation , et de ce fait une répartition des estimations financières différente. Une nouvelle délibération qui annule et remplace la précédente doit donc être présentée pour le lancement de cette consultation.

Le marché relatif aux contrôles de sécurité dans les établissements recevant du public, des matériels et des équipements et engins de travail est arrivé à échéance le 06 avril 2024.

Une nouvelle consultation doit donc être lancée pour assurer ces contrôles pour la Ville, mais aussi pour le CCAS, à effet au 1^{er} janvier 2025. Les contrôles nécessaires sur l'année 2024 ont été réalisés suite à une mise en concurrence simplifiée effectuée par les services techniques de la Ville.

Afin d'obtenir les meilleures conditions tarifaires, il convient d'inclure dans un seul dossier de consultation les besoins de la Ville et du CCAS de Montivilliers pour les résidences autonomie.

Conformément aux dispositions des articles L.2113-6 à L.2113-8 du code de la commande publique, des groupements de commandes notamment entre les collectivités territoriales et des établissements publics peuvent être constitués après établissement et signature d'une convention constitutive de groupement de commandes.

Cette convention précise :

- Que la Ville est coordonnateur du groupement, qu'elle est chargée de lancer et de notifier les accords-cadre ;
- Que la commission marché du coordonnateur du groupement est désignée comme étant la commission du groupement de commandes ;
- Que chaque membre du groupement, pour ce qui le concerne, est chargé de signer son propre acte d'engagement et d'exécuter ses propres accords-cadres.

Les marchés seront allotis de la façon suivante :

La présente délibération pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois suivant sa date de publication ou de sa notification et conformément aux dispositions des articles R421-1 à R421-5 du code de justice administrative. Le Tribunal susmentionné peut être saisi par l'application « Télérecours citoyens » accessible à l'adresse suivante : www.telerecours.fr

Lot 1 : Contrôles périodiques des équipements et bâtiments

Lot 2 : Contrôles périodiques des aires de jeux

A l'issue de la procédure, les marchés seront signés pour une durée d'un an, à compter de la date de notification, renouvelable 3fois, pour une durée maximale de 4 ans.

Les montants de ces marchés pour la Ville sont fixés comme suit :

Lot 1 : Contrôles périodiques des équipements et bâtiments

- Contrôles forfaitaires annuels (ERP – matériels – équipements et engins de travail) estimés à : 14 166,66 euros HT, soit 17 000,00 euros TTC.

A ces contrôles forfaitaires annuels, peuvent s'ajouter des contrôles occasionnels et ponctuels (amiante – plomb – rapport après travaux, rapport d'accessibilité) dont le montant maximum annuel de commandes est fixé à :12.000 euros HT.

Lot 2 : Contrôles périodiques des aires de jeux

- Contrôles forfaitaires annuels estimés à : 1 666,67 euros HT, soit 2 000,00 euros TTC

Compte tenu de ces éléments d'information, je vous propose d'adopter la délibération suivante :

LE CONSEIL MUNICIPAL,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code des Relations entre le Public et l'Administration,

VU le Code de la Commande Publique et notamment ses articles L.2113-6 à L.2113-8,

VU la délibération du conseil municipal du 11 décembre 2023 relative à la passation d'un groupement de commandes entre la Ville et le CCAS concernant le lancement d'une consultation pour les contrôle de sécurité dans les établissements recevant du public – Contrôle des matériels, équipements et engins de travail.

CONSIDÉRANT

- Que les dispositions des articles L.2113-6 à L .2113-8 du code de la commande publique prévoient la possibilité de constituer des groupements de commandes ;

- qu'il est nécessaire de former un groupement de commandes entre la Ville et le CCAS afin de constituer des marchés relatifs aux contrôle de sécurité dans les établissements recevant du public, le contrôle des matériels, équipements, engins de travail et aires de jeux ;

- qu'il est apparu nécessaire de revoir l'allotissement et de ce fait les montants et donc de modifier la convention de groupement de commandes approuvée par délibération du 11 décembre 2023 ;

VU le rapport de Monsieur **Eric LE FEVRE**, Adjoint au Maire en charge des Finances, des Marchés publics et des Grands Projets ;

Après en avoir délibéré,

DÉCIDE

La présente délibération pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois suivant sa date de publication ou de sa notification et conformément aux dispositions des articles R421-1 à R421-5 du code de justice administrative. Le Tribunal susmentionné peut être saisi par l'application « Télérecours citoyens » accessible à l'adresse suivante : www.telerecours.fr

- **D'approuver** les modifications apportées au projet de convention constitutive du groupement de commandes entre la Ville et le CCAS de Montivilliers destiné à la passation des marchés de contrôle des matériels, équipements, engins de travail et aires de jeux, et approuvées par délibération du conseil municipal du 11 décembre 2023.

- **D'autoriser** Monsieur le Maire à signer cette convention.

Imputation budgétaire

Exercice 2025 et suivants

Budget principal

Sous-fonction et rubrique : toutes fonction selon les besoins

Nature et intitulé : 6156 (maintenance)

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS.

Pour : 30

Contre : 0

Abstention : 2

Corinne CHOUQUET, Laurent GILLE

Ainsi délibéré, les jours, mois et an susdits.

Pour extrait conforme au registre dûment signé.

